

Iran-Israël-USA : la guerre des imaginaires

Amélie Chelly | 7 octobre 2026 | ARTICLES



Le 28 février 2026 s'ouvrait un [nouveau chapitre](#) de la guerre menée par une coalition américano-israélienne contre la République islamique d'Iran. Jusqu'en 2023, Téhéran et Tel-Aviv ne s'étaient affrontés que de manière indirecte, à travers le [jeu complexe des proxies](#) dans leurs guerres périphériques. Le 13 juin 2025, Tel-Aviv lançait l'[opération « Rising Lion »](#) contre les infrastructures énergétiques, les capacités militaires et balistiques de l'Iran, ainsi que les établissements associés à son programme nucléaire.

À la nouveauté constituée par les attaques frontales, s'est ajouté, le 28 février 2026, [le blocage inédit du détroit d'Ormuz](#), retenant l'économie mondiale en otage. En effet, à chaque crise diplomatique, la République islamique d'Iran avait brandi la menace d'une telle manœuvre ; cependant, jamais les avertissements de fermeture ne s'étaient ensuivis d'effets.

Les affrontements entre Israël et la République islamique d'Iran ne se jouent pas uniquement sur les champs de bataille. Alors que la littérature d'expertise et médiatique a essentiellement mis en valeur les facteurs matériels et la stratégie des acteurs dans la guerre, peu d'attention a été accordée aux récits de celle-ci. Ils se déploient dans un univers de symboles, de références religieuses et de récits codifiés et sont destinés, en partie, à légitimer l'action politique. Mais bien plus qu'un simple outil de propagande, ils contribuent également à structurer l'action. Cet article abordera d'abord la signification des noms donnés aux opérations militaires par les Iraniens et les Israéliens, avant d'examiner la construction idéologique de la République islamique d'Iran, fondée d'une part sur la figure de l'opprimé (*mazlumiyyat*), et d'autre part sur la doctrine globale de la résistance (*moqāveemat*). L'idéologie révolutionnaire éclaire la logique asymétrique et l'ambition d'influence qui structurent aujourd'hui la politique régionale de Téhéran.

Le lion face à la promesse divine : de l'importance de nommer les opérations

Les noms des opérations sont sans grande originalité. Chaque campagne se présente sous les auspices d'un langage eschatologique ou relevant du prodige. Les intitulés promettent, de manière récurrente, un basculement décisif, une purification de l'histoire, un rétablissement de l'ordre du monde par le gouvernement de quelque sagesse providentielle. Pourtant, l'expérience enseigne une leçon plus austère. Jusqu'à présent, les opérations engagées n'ont encore conduit à aucun bouleversement spectaculaire. La [guerre des Douze Jours](#) en est un exemple récent et probant. L'actuel conflit est en passe de prendre le même chemin. Le [protocole d'accord entre Washington et Téhéran](#) (qui ne fait que signifier que les parties sont d'accord pour parvenir à un accord sans rien régler concrètement) semblait ouvrir la voie à une résolution sans coup d'éclat. Les autorités américaines avaient en effet rendu public, le 17 juin, un protocole d'accord dont les détails devaient être négociés sur une période d'une soixantaine de jours. Cependant, dès le mois de juillet, les hostilités ont étouffé tout espoir de discussion, les belligérants ne s'accordant pas sur les modalités de sortie de crise. Après une apparente accalmie en août, les attaques ont repris avec intensité en septembre.

Tel-Aviv a choisi de nommer son opération « [Roaring Lion](#) ». La dénomination de l'entreprise militaire israélienne qui a conduit à [la mort du Guide suprême Ali Khamenei](#) (dans l'attaque du *Beyt-e Rahbari*, « Maison de la direction », tôt dans la matinée du 28 février) fait évidemment écho à celle de *Rising Lion*, opération menée par Israël contre la République islamique d'Iran l'année précédente, dessinant les prémices d'une généalogie de la confrontation.

La symbolique du lion ne saurait être tenue pour fortuite : au-delà de la référence biblique (Livre des Nombres, versets 23-24), elle trouve une résonance certaine avec [l'ancien emblème qui avait longtemps figuré sur le drapeau de l'Iran pré révolutionnaire](#), le « *shir o khorshid* », le lion et le soleil. Dans l'imaginaire politique mobilisé par Israël et par une partie de l'opposition iranienne en exil, cette référence évoque moins un passé révolu qu'une promesse d'avenir faite de sécurité existentielle pour les uns et de la libération d'une dictature clérical pour les autres. Ainsi, le message israélien paraît-il transparent, bien plus, au demeurant, que celui envoyé par son allié américain : outre la destruction des infrastructures militaires et nucléaires, c'est l'horizon même du régime qui était visé, et le sera peut-être encore. Dans cette lecture, le [prince héritier, Reza Pahlavi](#), est régulièrement associé à la perspective d'une chute de la République islamique d'Iran, mais aussi à celle de liens reformés avec l'État hébreu et d'une réinscription dans une continuité nationale qui avait, en 1950, reconnu l'existence d'Israël. Rappelons qu'à l'Organisation des Nations unies (ONU), le Shah Mohammad Reza Pahlavi avait d'abord annoncé le [vote de l'Iran contre le plan de partage de la Palestine permettant la création de l'État d'Israël](#), avant de reconnaître l'existence *de facto* de l'État hébreu.

Du côté de Téhéran, la nomenclature des opérations n'échappe pas non plus à une dimension symbolique : *va'deh-ye sadegh*, qu'on traduit par « Promesse honnête », révèle trois niveaux de lecture des intentions de la République islamique d'Iran. Avant de les aborder, il faut dire que les opérations « Promesse honnête » ou « Promesse sincère » forment, pour l'heure, une quadrilogie : la première désigne l'opération d'avril 2024, « Promesse honnête 2 » couvrent les frappes iraniennes d'octobre 2024 contre Israël, « Promesse honnête 3 » consiste en la réponse iranienne à la guerre des Douze Jours (en juin 2025), et « Promesse honnête 4 » est le nom de l'opération iranienne à partir du 28 février 2026. Le nom avait également été employé pour désigner l'opération du Hezbollah de 2006 contre Israël. Le choix de l'appellation en série a, entre autres effets stratégiques, celui de la constance et de la cohérence. La République islamique d'Iran veut envoyer le message d'une stabilité historique face à la mouvance fragile des jeux politiques démocratiques occidentaux.

Concernant les niveaux de lecture, à commencer par le plus littéral, la « promesse » est une allusion à l'engagement pris après la frappe israélienne contre le consulat iranien à Damas du 1^{er} avril 2024. Ensuite, elle est une référence à la promesse coranique faite par Allah aux musulmans, promesse protéiforme qui se synthétise dans l'unicité de Dieu : promesse du jugement et de la résurrection des justes (voir, entre autres, [la sourate 51, versets 5 et 10-16](#)), promesse de châtimement pour les injustes (le mot peut alors prendre le sens de menace, voir [la sourate 50, verset 14](#)), promesse d'aide divine pour mettre l'histoire entre les mains des croyants (voir, par exemple, [la sourate 24, verset 55](#)). Enfin, elle traduit un sens où l'idéologie rencontre l'intérêt du pragmatisme politique : [la République islamique d'Iran entend incarner l'honnêteté et la constance face à un interlocuteur occidental versatile](#). En d'autres termes, dans ce troisième niveau de lecture, la promesse n'apparaît plus comme la visée de l'action mais comme l'action elle-même. La théocratie chiite se donne alors pour mission de manifester son essence dans l'histoire : survivre dans la dramaturgie de l'asymétrie, qu'on peut définir comme la construction politique et symbolique d'un rapport de forces inégales, dans lequel la faiblesse est revendiquée comme une source de légitimité, de mobilisation et d'influence. [Téhéran se met en scène comme le porte-voix des humiliés du monde](#), le leader de ceux que le rapport de force condamne par avance, le représentant des âmes non alignées dont le martyr même est la victoire. [La cause palestinienne revêt alors une importance cardinale](#). Elle attire sur elle, statistiquement plus que n'importe quel autre conflit, l'attention morale médiatique du monde entier, [offrant à la République islamique d'Iran l'indispensable théâtre où façonner son image](#) : celle d'auxiliaire des démunis et de protecteur des opprimés.

La République islamique d'Iran et la construction politique de l'opprimé

La presse officielle iranienne ne mobilise pas explicitement l'antique parabole de David contre Goliath pour se définir elle-même. Pourtant, cette figure n'appartient pas exclusivement à la tradition biblique : si elle apparaît dans le Premier Livre de Samuel, elle est également présente [dans le Coran \(2 : 251\)](#). Néanmoins, pour la théocratie chiite iranienne, le recours à cette référence, si intimement associée à la mémoire juive, risquerait de provoquer une dissonance symbolique trop forte. Il arrive parfois que la République islamique d'Iran soit comparée au David biblique sur certains canaux iraniens non étatiques, mais la référence est surtout répandue dans les milieux arabes ou pakistanais favorables à Téhéran. Par exemple, le quotidien maghrébin francophone *L'Économiste* proposait, le 2 avril 2026, un article intitulé : « [Le David perse contre le Goliath sioniste](#) ». On peut également trouver l'utilisation de cette référence au service des intérêts de l'appareil d'État iranien, chez des auteurs critiques à l'égard de l'État hébreu, comme l'historien israélien Shlomo Sand, dont l'article « [David et Goliath ou le mythe historique inversé](#) » est très largement relayé par des médias ou organismes pro-palestiniens, comme [l'Association France-Palestine Solidarité](#), fondée en 2001. Le récit fondateur du petit berger triomphant du géant philistin flatte l'architecture morale et l'imaginaire politique de Téhéran.

Depuis 1979, l'édifice idéologique de la République islamique d'Iran repose sur deux notions fondamentales exaltant la supériorité spirituelle du faible face au puissant : [la mazlumiyyat d'une part, et la moqāvemāt, d'autre part](#) (terme qu'on trouve plus souvent sous sa translittération arabe « *mouqawama* » ou « *moukawama* »).

Le premier de ces termes, [mazlumiyyat](#), est généralement traduit par « innocence de l'opprimé ». Dans l'univers intellectuel chiite,

le *mazlum*, l'opprimé, n'est pas simplement celui qui souffre. Il incarne celui dont l'innocence blessée révèle la violence de son persécuteur. Son existence constitue en elle-même une accusation morale. Le puissant peut accumuler les victoires, les richesses ou les armes ; il n'acquerra jamais la légitimité dont bénéficie celui qui souffre injustement. La blessure du faible devient du prestige. Plus il est accablé par l'injustice, plus le *mazlum* gagne en considération, matérialisant par là même un paradigme paradoxal : perdre dans l'asymétrie, c'est gagner dans l'absolu.

Cette sensibilité trouve son origine dans un épisode fondateur du chiisme, notamment duodécimain : le [martyre de l'imam Hossein à Kerbala en 680](#). Rappelons que le [duodécimanisme](#) (du latin *duodecim*, signifiant « douzième »), qui domine en Iran ou en Irak, repose sur la croyance en douze imams ayant succédé au prophète Mohammad. Parmi les imams, le premier, Ali, ouvre la généalogie successorale ; le troisième, Hossein, revêt une importance fondamentale en incarnant le « prince des martyrs ». Le douzième et dernier, Mahdi, aussi surnommé *l'emam zaman* – « l'imam du temps » – ouvre les fidèles à la perspective eschatologique. Dans la mémoire chiite, Hossein n'est pas célébré parce qu'il a vaincu, mais parce qu'il a refusé de se soumettre à ce qu'il considérait comme une injustice. Son sacrifice fonde une théologie où la défaite apparente peut constituer une victoire morale et où le sang versé anoblit davantage que les conquêtes militaires. Kerbala n'est donc pas seulement un souvenir religieux, mais une grille de lecture du monde. À travers elle, les rapports de force cessent d'être appréciés selon des critères matériels et sont évalués à l'aune d'une hiérarchie morale.

Hossein et ses hommes incarnent des modèles de *mazlumiyyat* toujours convoqués dans les discours, ou bien intégrés dans la symbolique diplomatique, en témoigne l'épisode d'avril 2026. Soixante-et-onze personnes ont composé la [délégation de la République islamique d'Iran qui s'est rendue à Islamabad](#), le samedi 11 avril, pour des négociations avec les États-Unis, en présence de hauts responsables pakistanais. À première vue, la composition de la délégation paraissait répondre à une logique de compétences. D'après [Tasnim, agence de presse des Gardiens de la Révolution](#), parmi les soixante-et-onze négociateurs, figurait le président du Parlement de la République islamique d'Iran, Mohammad Bagher Ghalibaf, nouvel homme fort depuis la mort de l'ancien Guide suprême Ali Khamenei et d'Ali Larijani. La délégation comprenait aussi le ministre des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, impliqué dans les négociations sur le nucléaire depuis des années, ainsi que son vice-ministre, Kazem Gharibabadi, le gouverneur de la Banque centrale, Abdolnaser Hemmati, mais aussi des représentants des médias ou des forces de sécurité.

Pourtant, un détail numérique retient l'attention de certains commentateurs : les membres de la délégation sont presque soixante-douze, comme le nombre de partisans qui tombaient en martyres aux côtés de Hossein à Kerbala, face au calife. Pour les défenseurs de la République islamique d'Iran les plus sensibles à la dimension mystique, en Iran et ailleurs, les soixante et onze officiels présents étaient accompagnés d'un absent par le corps. Sur des réseaux sociaux comme X, des utilisateurs, parfois gratifiés d'un badge d'officialité, ont ainsi rapproché l'affrontement diplomatique d'Islamabad de l'archétype fondateur de la conscience chiite : le drame de Kerbala. Ainsi, même les négociations entre Washington et Téhéran ont été lues à travers le prisme mystique de la *mazlumiyyat* : les courageux représentants iraniens se rendaient à Islamabad (qui, en passant, signifie « ville de l'islam » ou « lieu de l'islam », ce qui n'est pas passé inaperçu auprès des mêmes internautes) pour rencontrer les superpuissances, sans faillir ni faiblir. Qu'il s'agisse d'un signal intentionnel ou d'une construction interprétative *a posteriori*, cette lecture illustre la manière dont la symbolique chiite informe la perception de l'action stratégique.

La mobilisation de la grammaire mystique de l'épisode n'est pas nouvelle. Lorsque la République islamique d'Iran naît en 1979, elle se présente précisément sous ces traits. Les révolutionnaires qui renversent le Shah Mohammad Reza Pahlavi [se perçoivent comme les porte-voix d'un peuple humilié ayant triomphé d'un régime soutenu par les grandes puissances occidentales](#). L'événement révolutionnaire est interprété non seulement comme une victoire politique, mais aussi comme la revanche des déshérités sur les privilégiés, des croyants sur les élites sécularisées.

À cette époque, en 1979, les architectes du nouveau régime nourrissaient une ambition oubliée : ils imaginaient la révolution islamique [comme le point de départ d'une régénération générale de l'oumma](#), la communauté idéale des croyants, sans distinction entre sunnites et chiites. Certes, la vision alors promue par la jeune République islamique d'Iran demeurait fortement marquée par les références chiites, mais elle se voulait universelle dans son intention : l'Iran se rêvait en foyer islamique incandescent de justice, exception morale dans un monde dominé par la corruption, l'impérialisme et le matérialisme occidental. Face à l'Union soviétique athée et aux États-Unis capitalistes, la République islamique d'Iran aspirait à représenter une troisième voie. On se souvient de l'un des slogans phares de la révolution iranienne : « *na sharqi, na gharbi, jomhuri-e eslami* ! » (« [Ni Est, ni Ouest, République islamique d'Iran](#) ! »). La phrase désigne, d'un côté, le refus du matérialisme athée proposé par le communisme et, de l'autre, celui du matérialisme capitaliste. Dans les discours de l'époque, Téhéran apparaît comme une citadelle vertueuse faisant de la religion le fondement d'un ordre politique authentique.

Cependant, cette ambition islamique transnationale s'est rapidement heurtée à la réalité géopolitique : en [septembre 1980, l'Irak de Saddam Hussein envahit l'Iran](#). À peine un an après la révolution, le régime s'est retrouvé engagé dans une guerre d'une extrême violence qui a duré huit ans. Ce conflit a profondément transformé l'identité de la République islamique d'Iran. Appeler à l'unité islamique est devenu impossible alors que des musulmans combattaient d'autres musulmans. Il fallut inventer une nouvelle rhétorique : sacraliser les frontières, nier l'authentique islamité de l'ennemi arabe baathiste. Elle, qui n'avait pas pour vocation d'accorder de l'importance aux frontières, conventions historiquement gouvernées par l'Occident, [a développé une rhétorique patriotique et nationaliste](#). La guerre a été présentée comme une *defā'e moghaddas*, une « défense sacrée ». On a

alors vu le vocabulaire religieux se mêler au langage des affaires publiques.

C'est dans ce contexte, face à l'armée la plus puissante de la région, celle de Saddam, que la République islamique d'Iran a éprouvé l'une des positions qui allaient lui être les plus favorables sur le plan symbolique : celle du faible affrontant un adversaire supérieur. L'armée irakienne, en plus de sa supériorité matérielle, bénéficiait alors d'un important soutien international. L'Iran pouvait dès lors se présenter comme une nation agressée luttant pour sa survie. Le schéma du *mazlum* a ainsi trouvé sa première occurrence de traduction stratégique.

Téhéran, l'épicentre mystique de la résistance

À partir de l'expérience fondatrice de la guerre Iran-Irak a émergé un deuxième concept central à l'idéologie révolutionnaire : la « résistance » (*moqāvemat*). Le point de jonction entre ces deux notions repose sur la construction d'une arme de guerre contemporaine redoutable : le *ruhiye-ye shahadāt talabi*, c'est-à-dire « l'esprit de [la quête du martyr](#) ». En Iran, le « tournant Fahmideh », du nom du premier *suicide-bombing* opéré par un mobilisé contre l'armée de Saddam Hussein, pendant la guerre Iran/Irak, a transformé l'idéologie de la République islamique d'Iran : le récit de la théocratie raconte qu'à la suite du suicide à la grenade du jeune Mohammad Hossein Fahmideh (13 ans) pour repousser l'ennemi, le 30 octobre 1980, [une politique concrète d'élitisation de la société par le martyr est mise en place par la République islamique d'Iran](#) : familles de sacrifiés et *djanbaza* – ou « martyrs vivants », les estropiés et mutilés de guerre – ont eu droit à des aides et à des avantages d'État, notamment par le biais de *bonyād* (fondations publiques).

La résistance constitue le prolongement naturel de la condition de l'opprimé. Le *mazlum* ne peut demeurer éternellement dans la contemplation de sa souffrance. Il doit en tirer sa noblesse en transformant l'injustice subie en force d'endurance. La *mazlumiyyat* fournit la légitimité morale au fondement de laquelle la *moqāvemat* fournit la stratégie.

Au fil des décennies, le terme a envahi l'ensemble du vocabulaire économique, politique et géopolitique iranien. On parle d'économie de résistance, de culture de résistance, de science de résistance, ou encore d'axe de la résistance. La notion dépasse largement le cadre militaire. Elle désigne une manière particulière d'habiter le monde lorsque l'on se considère encerclé par des adversaires plus puissants.

Au sujet de l'[économie de la résistance](#) (« *eqtesād-e moqāvemati* »), le Guide suprême Ali Khamenei l'évoquait régulièrement [dans ses discours](#), surtout depuis le retrait de l'Accord multilatéral de Vienne sur le nucléaire iranien, opéré par l'administration Trump en 2018. L'économie de résistance désigne, dans des termes qui conservent une dimension idéologique et religieuse, l'ensemble des mesures politiques prises par le gouvernement pour gérer la crise accentuée par les sanctions internationales. Ali Khamenei, [dans un discours de 2012](#), expliquait qu'« avoir une économie de résistance [...] signifie, pour une économie de pouvoir, conserver un mouvement de croissance économique tout en diminuant ses points de vulnérabilité ». Cette terminologie est aussi employée pour justifier les liens entre activités économiques et sphère militaire investies par les Gardiens de la Révolution. Ainsi, la République islamique d'Iran justifie une perpétuelle économie de guerre par l'existence d'un ennemi extérieur impitoyable.

Concernant la culture de résistance, il faut la comprendre comme une culture de l'inertie, une doctrine visant l'usure des autres, celles qui ne partagent pas le goût du long-termisme propre aux mentalités impériales, mais se rangent dans la temporalité de l'immédiat ou du court terme, souvent tributaire de l'exigence de popularité politique. Utiliser l'impatience économique des pays touchés par la fermeture du détroit d'Ormuz ou bien maintenir une crise diplomatique à l'approche d'élections sont autant de méthodes employées par la culture de la résistance iranienne.

La science de la résistance, elle, est [une « recherche sur le futur »](#) (*ayandeh padjuhi*), soit la gestion et la production de nouveaux modes de consommation des médias, des réseaux sociaux, de la sécurisation des échanges virtuels et du commerce en ligne. D'après l'étude que nous avons eu la chance de mener en 2019 pour l'Armée française sur le degré de pénétration des Gardiens de la Révolution dans l'appareil d'État, la recherche du futur est devenue la priorité scientifique de la République islamique d'Iran en permettant la production d'applications (plateformes locales sur le modèle d'Amazon, d'Uber, etc.) palliant les empêchements numériques causés par les sanctions, mais elle nourrit surtout la création de tendances servant la politique d'influence, et elle facilite la collecte de données sur le long terme, se transformant en un outil de renseignement implacable.

Enfin, l'expression « [Axe de la résistance](#) » constitue un pilier du *soft power* idéologique dont la République islamique d'Iran veut incarner le leadership : à travers ce concept, la théocratie chiite construit un récit politique dans lequel elle se positionne en centre névralgique de résistance à l'oppression et à l'influence occidentale. À l'[axe du mal](#) (comprenant l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord) du président Georges W. Bush, évoqué lors du discours de l'état de l'Union du 29 janvier 2002, répond l'axe de la résistance structuré autour du Hezbollah libanais, de l'Iran, du Hamas palestinien, de la Syrie jusqu'en 2024, et d'une myriade de milices s'élevant contre l'impérialisme états-unien et contre l'existence d'Israël.

Cet axe a aussi orienté sa lutte contre les combattants sunnites takfiris (qui pratiquent l'excommunication des musulmans ne souscrivant pas à la même lecture théologico-idéologique. Daech est le groupe le plus takfiri de l'histoire de l'islamisme) qui avaient profité du chaos civil syrien pour se déployer à partir de 2011. Le *soft power* permet de générer de l'adhésion, puis de lever des troupes exaltées, et ainsi de servir un *hard power*. Plutôt que de constituer un empire territorial classique, la

République islamique d'Iran a progressivement bâti un réseau de partenaires, de mouvements armés et de milices, réparti à la fois à l'échelle régionale et internationale. Ces acteurs n'ont pas vocation à reproduire les armées conventionnelles des grandes puissances. Leur fonction est différente. Ils doivent compliquer les calculs de l'adversaire, disperser ses ressources et prolonger les conflits dans la durée, [comme les houthistes](#) qui, avec bien peu de moyens, continuent de tenir tête au pouvoir saoudien au Yémen, alors que le prince Mohammed bin Salman pensait en 2015 mener une guerre éclair.

L'objectif de la *moqāwemat* consiste moins à vaincre immédiatement qu'à épuiser. L'adversaire doit être affaibli financièrement, psychologiquement et politiquement. David ne triomphe pas de Goliath en devenant lui-même un géant. Il triomphe précisément parce qu'il refuse les règles du combat imposées par le géant. Cette intuition stratégique irrigue une grande partie de la pensée militaire iranienne contemporaine. Des drones à bas coût aux missiles produits en grand nombre, les outils privilégiés par Téhéran répondent souvent à cette [logique asymétrique](#). Leur intérêt ne réside pas vraiment dans leur efficacité technique, mais dans leur capacité à imposer des coûts disproportionnés à un adversaire technologiquement supérieur. [Si l'on compare, en 2024, le ratio du budget de défense était de 1 pour Téhéran contre 134 pour Tel-Aviv et Washington.](#)

À l'aune du concept idéologique de résistance émerge la [stratégie de la qurbāghe-ye ābpaz, « Boiled frog », la parabole de la « grenouille ébouillante »](#). C'est ainsi que les Gardiens de la Révolution, garde prétorienne et idéologique du régime, désignent de façon informelle, sur leurs canaux, l'une des logiques appelées à miner l'État hébreu. L'image est connue : celle de la grenouille qui, ne percevant pas l'infime et progressive augmentation de la température de l'eau, demeure immobile jusqu'à ce que l'eau bouillante la tue. De la même façon, la puissante « entité sioniste » doit mourir d'une lente corrosion. Les *pāsdārān* (les membres du corps des Gardiens de la Révolution, ou « *sepāh-e pāsdārān-e enqelāb* ») cherchent à définir la place d'Israël dans l'imaginaire moral du monde. Tel est l'enjeu du conflit : ternir l'image d'un État hébreu, le livrer à une surexposition médiatique qui rencontre les antisémitismes locaux, divers, protéiformes selon les cultures.

*

* *

La diffusion transnationale de ces récits, jusque dans certains campus occidentaux, constitue un levier particulièrement efficace dans la bataille des représentations. Elle peut contribuer à produire une lecture univoque du conflit israélo-palestinien et favoriser la récupération de cette cause par des acteurs qui cherchent à l'inscrire dans leur propre agenda idéologique, notamment celui de Téhéran. Lors des campements universitaires apparus en 2024 dans plusieurs universités américaines et européennes, certains symboles (drapeaux palestiniens, slogans hostiles à Israël, appels au boycott ou à la création d'espaces qualifiés de « safe zones ») ont été largement relayés par des médias et des responsables proches du pouvoir iranien. Ces derniers y ont vu la confirmation que la contestation d'Israël ne serait plus limitée au Moyen-Orient, mais qu'elle gagnerait également les sociétés occidentales.

Dans cette perspective, l'objectif de Téhéran n'est pas nécessairement de contrôler directement ces mobilisations, mais de les intégrer à son propre récit politique afin de présenter l'affaiblissement de la légitimité internationale d'Israël comme un succès de la « résistance ». La cause palestinienne devient ainsi un vecteur symbolique permettant de renforcer l'image de l'Iran en tant que défenseur des populations opprimées et acteur central de la contestation de l'ordre régional.

Cette dynamique peut également être comprise à travers le mécanisme de la « grenouille ébouillante » : une modification progressive des cadres d'interprétation qui entraîne un déplacement des seuils de perception morale. Dans ce processus, l'accumulation d'événements, la répétition de certains récits et la hiérarchisation des souffrances peuvent parfois conduire à privilégier l'antériorité ou le contexte d'un événement au détriment d'une analyse rigoureuse des faits eux-mêmes. Il devient alors possible de voir émerger des prises de position qui renversent les repères éthiques habituels, allant jusqu'à relativiser ou justifier des violences commises contre des civils, notamment lorsqu'il s'agit de victimes israéliennes ou juives.

Cette confusion ne relève cependant pas uniquement d'une stratégie étatique iranienne. Elle est souvent davantage entretenue par des acteurs idéologiques, des réseaux militants ou certains individus issus de la société civile qui reprennent, transforment ou radicalisent certains récits. La République islamique d'Iran peut exploiter ces dynamiques et en tirer un bénéfice politique, sans pour autant en être l'unique origine ni le seul moteur.

Crédits photo : [محمد بنو/Wikicommons](#)

— • — • — • — • — • —

Amélie Chelly

Amélie Chelly est enseignante-chercheuse en études iraniennes, sociologie des religions et géopolitique à l'Institut Catholique de Paris, et chercheure associée au Centre des Études Arabes et Orientales de la Sorbonne Nouvelle. Très investie dans les questions de sécurité et de défense, elle contribue également à des travaux d'expertise et d'analyse pour des institutions françaises. Essayiste et romancière, elle est notamment l'auteur de *Iran, autopsie du chiisme politique* (Cerf, 2017), *En attendant le paradis* (Cerf, 2019), du *Dictionnaire des islamismes* (Cerf, 2021), du roman historique *Le Coran de sang, le blasphème de Saddam* (Cerf, 2024), mais aussi d'une dystopie sécuritaire, *Paris, 13 novembre 2045* (Cerf, 2025).

Comment citer cette publication

Amélie Chelly, « Iran-Israël-l'USA : la guerre des imaginaires », *Le Rubicon*, vol. 6, 7 octobre 2026 [<https://lerubicon.org/iran-israel-usa-la-guerre-des-imaginaires/>].

